

## SYRIE

# La Ligue arabe n'a pas donné de mandat pour une frappe

**La Ligue arabe n'a pas donné de mandat pour une éventuelle frappe américaine sur la Syrie et souhaite s'en remettre au Conseil de sécurité des Nations unies en tant que garant de la légalité internationale, a indiqué hier au Caire le porte-parole du secrétaire général de l'organisation panarabe, Nacif Hatti.**

La Ligue arabe n'a donné aucun mandat pour une éventuelle frappe américaine sur la Syrie, a déclaré à la presse M. Hatti avant la tenue du Conseil des ministres arabes des Affaires étrangères, prévu hier au Caire.

«Notre position à l'égard de la crise syrienne, au sein de la Ligue arabe, s'inscrit dans le cadre du respect du droit international», a-t-il ajouté, précisant que l'organisation panarabe préférerait s'en remettre au Conseil de sécurité en tant que garant de la légalité internationale.

Les ministres arabes des Affaires étrangères devaient

débattre, hier, de la question syrienne dans «toutes ses dimensions», à la lumière des développements survenus en Syrie après l'attaque à l'arme chimique qui a fait des centaines de morts le 21 août dans la Ghouta, près de Damas, a fait savoir M. Hatti.

La réunion ministérielle vise à faire sortir la Syrie de cette crise en soutenant les efforts en vue de la tenue d'une conférence appelée Genève 2, a-t-il souligné.

Interrogé sur les propos de responsables américains qui auraient obtenu un mandat de la Ligue arabe pour lancer une frappe sur la Syrie, le responsable panarabe a



Le siège de la Ligue arabe.

affirmé qu'«aucun mandat politique ou autre n'a été donné à quelque partie que ce soit pour lancer une

frappe sur la Syrie». «La position de la Ligue arabe, à cet égard, est très claire», a-t-il dit, précisant

qu'elle s'appuie sur la décision du Conseil de la ligue du 27 août qui préconise de s'en remettre au Conseil de sécurité afin qu'il prenne les mesures qui s'imposent en pareil cas.

Le Conseil des ministres arabes des Affaires étrangères doit également mettre l'accent sur la décision du Conseil de la Ligue arabe au niveau des délégués permanents qui appelle à juger les responsables de l'attaque à l'arme chimique, a souligné M. Hatti.

Les ministres doivent, par ailleurs, «insister sur la nécessité de poursuivre leurs efforts pour faire sortir la Syrie de la crise actuelle et de coopérer avec toutes les parties internationales influentes pour mettre un terme au conflit», a ajouté le responsable panarabe.

## Les échantillons transmis aujourd'hui aux laboratoires

**Les échantillons recueillis par des experts de l'ONU sur des sites présumés d'attaque chimique en Syrie seront transmis aux laboratoires compétents à partir d'aujourd'hui, a indiqué hier l'ONU.**

«Les préparatifs pour répertorier les échantillons progressent et les échantillons vont commencer à être transmis aux laboratoires demain», a déclaré à la presse le porte-parole de l'ONU Martin Nesirky.

Selon le chef des experts, Aake Sellström, qui s'est entretenu hier depuis La Haye avec le secrétaire général Ban Ki-moon, «deux responsables syriens surveillent ce proces-

sus», a ajouté M. Nesirky. Il a refusé une nouvelle fois de donner un calendrier précis pour les conclusions de l'enquête de l'ONU, qui dépendra des résultats des analyses en laboratoire. Selon l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) dont le siège est à La Haye, les analyses pourraient prendre trois semaines.

«Compte tenu de l'ampleur terrible de l'incident du 21 août dans la Ghouta près de Damas, M. Ban a demandé au D' Sellström d'accélérer l'analyse des échantillons et des informations que la mission a obtenus» sans nuire à la rigueur scientifique indispensable «et de lui en communiquer les résultats dès que possible», a indiqué M. Nesirky. Les

deux hommes «ont discuté des moyens d'accélérer encore le processus».

Mais, a souligné le porte-parole, «l'ensemble du processus sera mené en conformité avec les normes les plus strictes de vérification» établies par l'OIAC.

L'ONU avait affirmé samedi qu'elle ne tirerait «aucune conclusion» sur l'utilisation d'armes chimiques en Syrie, en particulier le 21 août près de Damas, avant le résultat des analyses. M. Ban doit s'entretenir aujourd'hui du déroulement de l'enquête avec les ambassadeurs des dix pays non membres permanents du Conseil de sécurité. Il avait reçu vendredi pour la même raison les ambassadeurs des cinq pays membres permanents

du Conseil de sécurité (Etats-Unis, France, Royaume-Uni, Russie, Chine). La présidence tournante du Conseil pendant le mois de septembre est assurée par l'Australie.

M. Nesirky a aussi indiqué que M. Ban avait parlé au téléphone hier matin de la crise syrienne avec le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius et «qu'il continuera(it) de rester en contact avec les dirigeants mondiaux dans les jours qui viennent».

M. Ban, a-t-il précisé, doit quitter New York demain pour Saint-Petersbourg (Russie) afin de participer au sommet du G20 «où la Syrie figurera sans doute au premier rang des discussions».

## ETATS-UNIS

## Kerry évoque l'usage de sarin pour convaincre les élus de frapper la Syrie

**Le secrétaire d'État américain John Kerry, évoquant des échantillons prouvant l'utilisation de gaz sarin en Syrie, a lancé hier la campagne visant à convaincre un Congrès sceptique d'approuver l'usage de la force contre le régime Assad.**

Bouleversant des décennies de pratiques présidentielles et créant la surprise, Barack Obama a choisi samedi de formellement requérir une autorisation d'usage de la force militaire en Syrie, un pari risqué tant le Congrès s'est montré peu coopératif avec lui cette année. Mais John Kerry, dépêché sur cinq plateaux de télévision hier, a estimé qu'il était inconcevable que les parlementaires américains ne se montrent pas à la hauteur. Et pour les convaincre, il a présenté un nouvel argument, en affirmant que les États-Unis avaient acquis indépendamment de l'ONU des échantillons capillaires et sanguins contenant des traces de l'agent neurotoxique sarin.

Ces échantillons proviennent du personnel des premiers secours sur le terrain, a précisé le département d'État. Jeudi, l'administration américaine avait déjà rendu public un rapport des renseignements énumérant un faisceau d'éléments prouvant, selon Washington, l'implication des responsables syriens dans l'attaque à l'arme chimique perpétrée le 21 août en Syrie. «Je

ne pense pas que mes anciens collègues du Sénat et de la Chambre refuseront de défendre nos intérêts, la crédibilité de notre pays, les normes relatives à l'application de l'interdiction de l'usage des armes chimiques, qui sont en place depuis 1925», a dans la foulée assuré sur NBC hier John Kerry, qui a passé 28 années au Sénat avant de prendre la tête de la diplomatie américaine.

«Puisqu'il ne s'agit pas d'une urgence, (...) comme en Libye où les gens étaient sur le point d'être massacrés, puisque nous avons le droit de frapper à tout moment, si Assad était assez idiot pour lancer une nouvelle attaque, nous estimons qu'il est important d'obtenir l'engagement complet du peuple américain et du Congrès», a-t-il aussi assuré sur la chaîne CNN.

Les élus eux-mêmes commentaient de leur côté à se positionner, alors que les débats débiteront demain, avec une première audition au Sénat.

«Je pense que le Congrès finira par se montrer à la hauteur», a assuré sur CNN hier Mike Rogers,



Le secrétaire d'État américain John Kerry,

le républicain qui préside la commission du renseignement de la Chambre des représentants. «C'est une question de sécurité nationale, ce n'est pas Barack Obama contre le Congrès.»

Ses collègues sont loin d'être aussi catégoriques et demandent à être persuadés que le déclenchement de frappes permettra effectivement d'empêcher de futures utilisations d'armes chimiques, tout en évitant un embourbement améri-

cain. Hier après-midi, de hauts responsables devaient présenter les dernières informations sur la Syrie aux membres de la Chambre des représentants lors d'une réunion à huis clos au Capitole.

Le groupe républicain, qui est majoritaire à la Chambre des représentants, est partagé entre les interventionnistes, partisans d'une forte implication militaire américaine, et les conservateurs réticents à une intervention où ils ne décèlent

pas d'intérêt national vital. La Chambre est habituellement hostile au président et hautement imprévisible, les dirigeants républicains ayant déjà subi dans le passé des rébellions internes de la part d'un groupe d'élus ultra-conservateurs du Tea Party.

Peter King, un républicain pourtant partisan d'une intervention, a prédit hier que le vote, s'il avait lieu aujourd'hui, serait probablement négatif à cause de l'opposition des «isolationnistes», a-t-il dit sur Fox News. Interrogé sur NBC, le sénateur républicain Rand Paul estimait quant à lui hier à «50/50» les chances de succès de la résolution à la Chambre, tandis qu'il prédisait un passage haut la main au Sénat.

Les démocrates ont la majorité dans la Chambre haute, mais peu ont déjà officialisé leurs intentions. Dans tous les cas, ils auront besoin de l'appui de plusieurs républicains pour atteindre la majorité qualifiée requise (60 voix sur 100).

«Le président doit travailler avec assiduité, ainsi que son gouvernement, pour convaincre le Congrès mais aussi les Américains que c'est dans l'intérêt des États-Unis et pas seulement dans l'intérêt d'un autre pays», a dit le sénateur démocrate Jack Reed sur Fox News.